



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Communiqué du
18 mai 2008

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Le 15 mai, contre la politique de Sarkozy, contre les réformes, les suppressions massives de postes, la mise en cause des statuts, les enseignants se sont à nouveau mobilisés aux côtés des fonctionnaires : près de 60% de grévistes (plus de 63% dans le Premier degré, selon le Snuipp, ce qui est historique) et 300 000 manifestants !

À peine la manifestation parisienne commençait-elle à se disperser que Sarkozy annonçait qu'un projet de loi limitant le droit de grève des enseignants serait déposé avant l'été.

En effet, pour faire passer ses réformes (la réforme des programmes dans le premier degré, la réforme des lycées...), pour s'attaquer aux statuts (« mobilité » des enseignants, mise en œuvre de l'annualisation des services, mise en cause de la nomination sur poste et recrutement par le chef d'établissement...), Sarkozy doit mettre en cause le droit de grève. À cette fin, il veut procéder dans l'enseignement comme il l'a fait pour les transports publics : appuyé sur la « concertation » menée des semaines durant avec les dirigeants syndicaux, il a fait définitivement voter le 2 août 2007 la loi sur « le dialogue social et la continuité du service public » limitant le droit de grève dans les transports publics.

Face à cette véritable provocation, la réaction des enseignants est claire :

- **Défense inconditionnelle du droit de grève !**
- **Aucune loi « organisant » ce droit !** (Abrogation de la loi du 2 août 2007 qui met en cause le droit de grève dans les transports public).

Se réjouissant de la « position commune sur le dialogue social » adoptée le 9 avril par la CGT, la CFDT et le Medef, Sarkozy explique : « *pour mener à bien les réformes dont notre pays a besoin, nous devons le faire en partenariat étroit avec ceux qui représentent les intérêts des salariés* » (tribune libre publiée par Le Monde le 18 avril). Et Sarkozy espère, que comme l'a fait la CGT dans le privé, les fédérations de fonctionnaires (dont la FSU) signent le « document relatif à la rénovation du dialogue social » dans la Fonction publique, lequel met en cause le droit syndical et le rôle des commissions paritaires. Ainsi, le véritable rôle du « dialogue social » est de faire passer les réformes de Sarkozy ; et à cette fin, le gouvernement veut s'inféoder les syndicats.

Assez de « négociations » !

Rupture immédiate du « dialogue social avec Sarkozy et son gouvernement !

Organiser la riposte impose que l'unité se réalise sur des revendications claires :

- Rétablissement des 11 200 postes supprimés ; aucune suppression pour 2009 !
- Défense inconditionnelle des statuts !
- **À bas les réformes !**

Dans les assemblées générales, une question se pose: est-ce avec des journées d'actions successives que l'on peut combattre pour ces revendications, que l'on peut combattre Sarkozy et son gouvernement ? Et dans nombre d'assemblées générales, la question de la grève générale est posée.

Qu'attendent les dirigeants syndicaux (en particulier ceux de la FSU, du Snes, du Snuipp) ?

Cesser les négociations en cours serait un point décisif pour que s'engage immédiatement un tel combat.